



## Le secteur du BTP au Sénégal

Actualisation Novembre 2009

© MINEIE – DGTPPE

Prestation réalisée sous système de management de la qualité certifié AFAQ ISO 9001

### Introduction

La production de ciment est passée de 1,7 tonne en 2004 à plus de 3 tonnes en 2008. Au premier semestre 2009, la production de ciment a atteint 1,7t.

### Reprise attendue en 2010

En 2008, le secteur du BTP représente 4,6% du PIB, il accuse un fléchissement par rapport à 2007 (4,9%). En effet, après plusieurs années d'embellie avec une croissance à deux chiffres, l'activité de la construction s'est fortement contractée en 2008 avec un taux de croissance de seulement 0,2%. Selon les analystes, cette baisse d'activité serait liée aux difficultés des entreprises du secteur confrontées aux retards des paiements des dettes de l'Etat. L'arrêt de certains travaux de construction de l'Etat en 2008, en particulier ceux réalisés dans le cadre de l'organisation de la Conférence Islamique (OCI) en mars 2008, a aussi freiné l'évolution de la branche. Le ralentissement du secteur va s'accroître en 2009 par manque de trésorerie et de chantiers, une reprise est attendue en 2010.

#### Evolution des taux de croissance par secteurs de 2006 à 2008

	2006	2007	2008
<b>PIB global</b>	+2,1%	+4,9%	+3,3%
<b>Secteur Secondaire</b>	+1,4%	+7,8%	-1%
<b>Secteur du BTP</b>	+13,1%	+10,2%	+0,2%

Source : Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie

### Etat du marché

Le secteur informel regroupe les entreprises qui ne sont pas enregistrées et exercent leur activité en dehors de la sphère légale et fiscale. Elles ne peuvent donc pas répondre aux appels d'offres sur des marchés publics.

Le code de la construction à l'étude est réclamé par les organisations patronales et les associations de consommateurs.

### Un marché hétérogène

La demande du secteur est animée par les grands travaux routiers qui sont actuellement menés par l'Etat avec l'appui des bailleurs de fonds internationaux. Cependant, peu d'entreprises sont capables de réaliser ces travaux ce qui explique parfois les retards pris dans leur réalisation. Les délais trop courts donnés aux entreprises afin de réaliser des travaux de grande envergure du fait de la lenteur des procédures et des autorisations de mises en chantier contribuent également aux retards dans l'exécution des projets.

De plus, les difficultés de paiement et les retards de trésorerie freinent l'avancement des travaux.

Comme dans de nombreux secteurs au Sénégal, un nombre important d'entreprises du BTP sont informelles (environ 20000 entreprises selon les estimations). L'AGETIP-Agence d'exécution des travaux d'intérêts publics-tente de les aider à pénétrer dans le secteur formel.

Toutefois, même si on constate une augmentation du nombre de sociétés dans le secteur formel, la plupart de ces nouvelles sociétés n'ont pas encore acquis l'expérience et les compétences nécessaires pour se voir confier de grands chantiers.

Ces sociétés sont surtout actives dans le secteur de la construction résidentielle et en sous-traitance des grands groupes (maçonnerie, travaux d'électricité, climatisation, plomberie/menuiserie, etc....).

### Acteurs du marché

**AGETIP**

Boulevard Djily Mbaye X Bérenger

### Un marché dominé par une dizaine d'entreprises privées

#### Les institutions publiques

Afin de promouvoir et de contrôler le développement des infrastructures, plusieurs entités ont été créées :



Feraud, BP 143 Dakar

Tél : (+221) 33 839 02 02

Fax : (+221) 33 821 04 78

Courriel : [agetip@agetip.sn](mailto:agetip@agetip.sn)

#### APIX

52-54 Rue Mohamed V

BP 430 Dakar

Tel : (+221) 33 849 05 55

Fax : (+221) 33 823 94 89

Courriel : [infos@apix.sn](mailto:infos@apix.sn)

#### AATR

Fann Résidence, Rue David Diop x

Rue F, BP 25242,

Dakar Fann

Tél : (+221) 33 869 07 51

Fax : (+221) 33 864 48 33

Courriel : [aatrdakar@sentoosn](mailto:aatrddakar@sentoosn)

L'**ARMP** (Autorité de Régulation des Marchés Publics) a pour mission d'assurer la régulation du système de passation des marchés publics et des conventions de délégation de services publics. Elle veille également à assurer le contrôle des procédures de certification des entreprises et participe à l'élaboration des normes, spécifications techniques, systèmes de management de la qualité applicables aux marchés et conventions.

- L'**AGETIP** (Agence d'Exécution des Travaux d'intérêt Public) intervient comme assistance à maîtrise d'ouvrage déléguée auprès de l'administration publique et des collectivités locales. Elle supervise également certains projets d'utilité publique financés par l'Etat et par les bailleurs de fonds

- L'**APIX** (Agence nationale chargée de la promotion de l'investissement et des grands travaux) placée sous la tutelle de la Présidence de la République pour favoriser la promotion des investissements étrangers et pour les projets de l'Etat.

- L'**AATR** (Agence autonome des travaux routiers) est chargée du programme de développement routier

D'autre part, la politique de l'Etat en matière d'habitat est mise en œuvre par des sociétés immobilières publiques- SICAP, SCAT URBAM ou SNHLM- et financée par des structures comme la BHS (Banque de l'Habitat du Sénégal), avec comme objectif proclamé « un logement pour tous ». L'Etat apporte son soutien aux opérations de logements sociaux mis en œuvre par les promoteurs publics et privés. Les promoteurs privés peuvent également intervenir dans le secteur de l'habitat, ce qui a permis à de nombreux sénégalais d'accéder à un logement.

#### Les acteurs privés

Une **dizaine d'entreprises** sénégalaises et filiales de grands groupes se partagent le marché du BTP, citons : le Consortium d'entreprises (CDE), la Compagnie sahélienne d'entreprise (CSE), EIFFAGE Sénégal, SADE SENEGAL (groupe VEOLIA), etc. Ces entreprises sont parmi les seules capables de réaliser les grands travaux publics et le nombre d'entreprises certifiées ISO 9001 au Sénégal demeure très faible. Il convient également de signaler l'arrivée depuis quelques années de nouveaux acteurs du Maroc, du Portugal, de Côte d'Ivoire, de Chine (société Henan) et l'arrivée plus récente de sociétés indiennes et koweïtiennes. Le pays compte deux cimenteries qui ont effectué, en 2009, d'importants travaux de modernisation et d'extension de leurs unités la Sococim (Groupe Vicat) et les Ciments du Sahel. Une troisième cimenterie est annoncée par le Groupe nigérian Dangote.

Le **second-œuvre** qui profite de la bonne santé du secteur du BTP voit se multiplier le nombre d'entreprises sur le marché dont un grand nombre informelles. Les corps de métiers concernés sont ceux de l'électricité, la climatisation, la plomberie, le carrelage, la peinture.

## Les routes

L'ambitieux programme de projets routiers de 2008 à 2020, mis en œuvre par le gouvernement est estimé à 2375 Mrds de FCFA. Il comprend 8783 km de routes dont 4386 km en priorité 1 et 7840ml d'ouvrages d'art dont 3235ml en priorité 1.

## Un programme ambitieux de développement routier

Avec l'appui des bailleurs de fonds, un ambitieux programme dans le secteur routier a été lancé non seulement dans Dakar qui a connu une amélioration très sensible de son réseau ces dernières années mais également au niveau régional. Certains nouveaux projets prévoient l'élargissement des routes existantes, par exemple l'expansion de la RN 7 de Tombacoumda à Ourossogui et l'amélioration de la RN2 de Richard Toll à Bakel, une route parallèle au fleuve Sénégal.

D'autres plans appellent à la création de nouvelles routes de désenclavement de Dakar, Pikine, Thiès, Diamniado et enfin le nouvel aéroport. La route Dakar-Diamniadio est suivie plus particulièrement par les bailleurs de fonds car elle implique la réinstallation sensible des personnes vivant le long de son tracé. A l'échelon régional, de nouvelles liaisons entre Dakar, la Guinée, la Gambie et le Mali sont en préparation et soutenus par les fonds internationaux ; ainsi le tronçon sénégalais de la route reliant Dakar à Conakry d'une valeur de 93 millions USD reçoit le soutien de l'AFD, la BOAD, du fonds saoudien de développement, du Fonds koweïtien pour le développement économique arabe et du gouvernement sénégalais, sa construction devrait démarrer dès cette année, l'axe Bassé(Gambie)-Vélingara(Sénégal) avec l'appui de l'UE devrait être construit en 2010. La route menant à la frontière malienne est en chantier (financement UE, BAD, BOAD et Banque Japonaise pour la coopération



Internationale).

Dans le cadre du Millenium Challenge Account, un don de 540 millions USD a été accordé par le gouvernement américain en septembre 2009, dont une partie sera affectée à la réalisation des deux grands axes : Richard Toll-Ndioum-Matam sur 120 km, y compris le Pont de Ndioum et la RN 6 d'une longueur de 256 km sur l'axe Ziguinchor-Tamba avec le pont de Kolda.

## Principaux projets

La construction de l'aéroport d'un montant de 547 millions USD est l'un des plus ambitieux projets de transport en cours. C'est le groupe saoudien Ben Laden, qui a en a la charge, il a confié les travaux de terrassement à la société sénégalaise CDE, un des leaders du BTP.

L'achèvement des travaux de l'autoroute à péage est prévu pour mars 2010, la mise à disposition du concessionnaire en août 2010.

Une convention pour le développement et l'exploitation de la zone économique spéciale a été cosignée en janvier 2008 entre le gouvernement du Sénégal et Jebel Ali Free Zone Authority (JAFZA International), filiale du groupe émirati Dubaï Port World (Dpw) pour un coût global de 400 mrd de FCFA (610 millions €).

Dans le bassin arachidier, le projet Notto Ndiosmone Palmarin (33,5 MEUR), dont les travaux ont démarré, devrait desservir 200 villages dans les régions de Thiès et de Fatick. Il comprend un système d'adduction d'eau de plus de 400 km de conduites. Le projet est financé par le Fonds saoudien, la Banque islamique de développement et l'Etat du Sénégal.

L'entreprise Degremont construit à Thiadiaye, sur financement de la coopération allemande (Kfw) d'un montant de 1,1 MEUR, une installation de traitement des eaux permettant de réduire les concentrations en fluor. Cette solution innovante de dé-fluoration, si elle s'avère performante, pourrait ensuite être étendue.

La Banque Africaine de Développement (BAD), principal

## Une multiplicité de projets aéroportuaire, portuaire, ...

### Le nouvel aéroport international, en cours de construction, pour remplacer l'actuel aéroport Léopold Sedar Senghor

Situé à 42 km de Dakar, le nouvel aéroport est en cours de construction (date d'achèvement des travaux septembre 2010) sur un site d'une superficie de 4000 ha, soit plus de 4 fois la surface de l'aéroport actuel. Il va abriter la future aérogare de 42 000 m<sup>2</sup> sur deux niveaux, il comprendra six passerelles télescopiques et aura une capacité annuelle de 3 millions de passagers à l'ouverture.

### La construction du second tronçon de l'autoroute à péage et le réaménagement urbain de la zone de l'autoroute à péage entre Dakar et Diamniadio (34Km) desservant indirectement l'aéroport international

La seconde phase du programme de l'Autoroute Dakar-Diamniadio de 254 Milliards FCFA est financée par l'Etat (70,2 Mrds FCFA), la Banque Mondiale (52,5 Mrds FCFA), la BAD (33,1 Mrds FCFA), le concessionnaire de l'autoroute, la société Eiffage, dans le cadre du PPP (mise en concession de l'autoroute à péage 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> tronçon, construction du second tronçon d'une longueur de 20 km, 58,3 Mrds FCFA). Ce programme comprend les travaux routiers (démarrage des travaux au 1<sup>er</sup> trimestre 2010), l'indemnisation des populations et le recasement des populations, des projets connexes (fermeture de la décharge de Mbeubeuss, création d'un centre d'enfouissement technique au plus tard en mai 2010).

### Une zone économique spéciale intégrée

sur un site de 5500 ha, à proximité du futur aéroport international Blaise Diagne, cette zone de déploiement économique mettra à la disposition des investisseurs locaux et étrangers un foncier aménagé et sécurisé et regroupera les principaux équipements marchands nécessaires au développement économique. Le premier volet du développement de cette zone consiste en la viabilisation d'un espace de 650 ha et la construction de bâtiments industriels et administratifs.

### Le port du futur

Dans le cadre d'un contrat de concession –construction, exploitation- du terminal à conteneurs signé en 2007, le groupe Dubaï Port World s'est engagé à réaliser un vaste programme de modernisation et d'extension. Outre la modernisation du terminal à conteneurs actuellement en cours pour un coût de 200 milliards de FCFA, dans une première phase, entre 2008 et 2010, DP World s'est engagé pour près de 120 millions d'euros à moderniser les infrastructures et équipements du terminal à conteneurs existant ; ce qui permettra un doublement des capacités de traitement des conteneurs du port de Dakar. Dans une seconde phase, la société s'est engagée à construire à partir de 2011 le Port du Futur, soit un investissement total de plus de 305 M d'euros.

### Infrastructures urbaines et assainissement

Dans le cadre du Programme d'eau potable et d'assainissement du millénaire (PEPAM) un programme d'investissements sur la période 2005-2015 a été mis en œuvre, visant à un taux d'accès à l'eau potable des populations de 100% en milieu urbain et de 85% en milieu rural. L'extension et la modernisation de la station d'épuration de Cambérène (8,7 MEUR), réalisée par la société française Stereau (Groupe Saur), a été inaugurée en février 2009. Le prochain objectif est de doubler sa capacité pour 2010.



bailleurs de fonds dans le domaine du volet hydraulique du PEPAM rural, a signé une convention de prêt de 35 MEUR en mars 2009, afin de financer la phase II de son intervention.

La station de déferrisation de Thiaroye, dans la banlieue de Dakar, financée par la Banque mondiale, doit, quant-à-elle, être mise en service en 2010.

Dans le cadre de la dépollution de la Baie de Hann, un prêt de 20 MEUR a été accordé par la Banque européenne d'Investissement (BEI) en décembre 2008, ce projet a aussi fait l'objet d'un financement de l'Agence française de développement (AFD) de 30 MEUR. D'une durée de quatre ans, prévoit, entre autres, la réalisation d'un intercepteur et d'une station d'épuration.

### Tourisme et hôtellerie

Après le développement de la station balnéaire de Saly Portugal, la SAPCO (Société d'Aménagement et de Promotion des Côtes et zones touristiques du Sénégal) a un projet de doublement des capacités hôtelières du pays. La SAPCO va mobiliser 30 milliards de francs CFA (45 millions d'euros) pour viabiliser trois nouvelles zones touristiques à Joal Finion, Mbodiène, Pointe Sarène et pour requalifier des sites existants.

## Pour en savoir plus

Visitez notre site internet  
[www.dgtpe.fr/se/senegal/](http://www.dgtpe.fr/se/senegal/)

## UBIFRANCE et le Service économique régional à votre écoute

- **Votre Sélection de contacts sur mesure**

*Les principaux opérateurs pour votre marché sous forme de fiches contacts*

- **Organiser votre Mission de prospection**

*Un programme de rendez-vous avec des contacts ciblés*

- **Nos Tests sur l'offre**

*Nous sélectionnons les clients potentiels et leur présentons vos produits*

- **Nos Prestations sur mesure**

## Production éditoriale



[www.ubifrance.fr](http://www.ubifrance.fr)

## Mettre à votre disposition les informations utiles

- **S'implanter au Sénégal**

*2009 - 246 pages, 65,40 EUR HT*

- **L'essentiel d'un marché au Sénégal et au Cap-Vert**

*juin 2006, 270 pages, 23,70 EUR HT*

- **Répertoire d'implantations françaises au Sénégal**

*avril 2008, 59 pages, 122,00 EUR HT*

## Notre lettre mensuelle

## Faciliter votre activité de veille

- **Les Echos d'Afrique de l'Ouest / Echos de l'Harmattan**

*24 pages, 11 numéros par an, 153 euros HT*

## Règlementation

## Vous tenir informé de l'actualité réglementaire

- **La HOTLINE d'UBIFRANCE**

*Un accès direct aux experts réglementaires et juridiques d'UBIFRANCE*

## Sans oublier ...

## Des sites Internet utiles

Saisir les opportunités du [Volontariat International en Entreprises](#), consulter le site de [l'Ambassade de France au Sénégal](#).

### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique Régional de Dakar (adresser les demandes à dakar@dgtpe.fr)

### Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication qui ne vise pas à délivrer des conseils personnalisés qui supposent l'étude et l'analyse de cas particuliers.



### Auteur :

Service économique Régional de Dakar

### Adresse :

1, rue El Hadj Amadou Assane Ndoye  
B.O. 4048 Dakar

### Rédigée par : Annie Alphonse

Revue par : Nicolas Moussard

Version actualisée Novembre 2009

Version originale Janvier 2008